

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle carrières, matériaux, déchets
40 rue de la Préfecture
58026 NEVERS CEDEX

NEVERS, le 31 août 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/08/2022

Contexte et constats

Publié sur 

GRANULATS BOURGOGNE AUVERGNE

« Bois de Montauté »
58800 ÉPIRY

Références : 220606
Code AIOT : 0005400375

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/08/2022 dans l'établissement GRANULATS BOURGOGNE AUVERGNE, implanté « Bois de Montauté » - 58800 ÉPIRY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRANULATS BOURGOGNE AUVERGNE
- « Bois de Montauté » - 58800 ÉPIRY
- Code AIOT : 0005400375
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La carrière de Montauté, ouverte en 1945 et autorisée par arrêté préfectoral depuis 1974, s'inscrit dans un projet en association avec le propriétaire foncier qui est un groupement forestier. Le projet de remise en état finale consistera en un plan d'eau forestier et les parties déjà remises en état permettent au groupement forestier de planter diverses espèces de chênes exotiques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|---|--|-------------------|
| 9 | Plan de gestion des déchets – surveillance | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis | / | Sans objet |
| 11 | ESP | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article Art 6 | / | Sans objet |
| 14 | Suivi annuel d'exploitation - plan | Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article Art 8.4.1 | / | Sans objet |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|--|-------------------|
| 1 | Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I | / | Sans objet |
| 2 | Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5 | / | Sans objet |
| 3 | Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5 | / | Sans objet |
| 4 | Gestion et suivi des zones de stockage – localisation | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5 | / | Sans objet |
| 5 | Plan de gestion des déchets – nature et quantité | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis | / | Sans objet |
| 6 | Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis | / | Sans objet |
| 7 | Plan de gestion des déchets – traitement des déchets | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis | / | Sans objet |
| 8 | Plan de gestion des déchets – mesures de prévention | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis | / | Sans objet |
| 10 | Plan de gestion des déchets – remise en état | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis | / | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---------------------------------------|---|--|-------------------|
| 12 | Bornage | Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article Art 2.3.2 | / | Sans objet |
| 13 | Origine des approvisionnements en eau | Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article Art 4.1.1 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'ensemble du site est propre et globalement bien géré. Quelques points d'amélioration ont cependant été soulevés lors de cette inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I |
| Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets inertes et TNP |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement.</p> <p>On entend par zone de stockage :</p> <ul style="list-style-type: none"> - lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins. <p>Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté.</p> <p>On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol).</p> <p>Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté.</p> |
| Constats : La totalité des déchets inertes est composée des terres végétales de décapage ainsi que des stériles de production. Ces déchets sont stockés sous forme de verse et de merlons et constituent une installation de stockage de déchets au sens de la Directive sur les Déchets de l'Industrie Extractive (DDIE). |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5 |
| Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet |
| Prescription contrôlée : Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. |
| Constats : Les terres de découverte et les stériles sont stockés sous forme de verses, au niveau de la verse nord. Ces déchets inertes sont stockés conformément au projet d'exploitation et du réaménagement coordonné. Une partie de ces verses a été végétalisée afin d'assurer sa stabilité. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 3 : Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5 |
| Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés. |
| Constats : Le registre de suivi est en place, il a été montré à l'inspection. Il n'y a plus de déchets d'extraction depuis 2019 car ils sont revendus au groupement forestier qui est le propriétaire foncier de la carrière et les alentours. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 4 : Gestion et suivi des zones de stockage – localisation

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5 |
| Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes. |
| Constats : Le plan topographique qui a été mis à jour en août 2021 indique bien les zones de stockages, qui ont pu être vérifiés sur le terrain. Le plan topographique a été mis à jour plus récemment, en juillet 2022, mais l'exploitant ne disposait pas encore du format papier au moment de l'inspection, la version numérique n'était pas téléchargeable à cause de problèmes de réseau internet. |
| L'exploitant devra fournir à l'inspection son plan topographique mis à jour en 2022. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 5 : Plan de gestion des déchets (PGD) – nature et quantité

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis |
| Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet |
| Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; |
| Constats : Le plan de gestion des déchets contient bien la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales à la page 20. La visite sur le terrain a montré la cohérence avec le PGD. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 6 : Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis |
| Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet |
| Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ; |
| Constats : La cohérence entre les lieux de stockages indiqués dans le PGD et sur le terrain a pu être vérifiée. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 7 : Plan de gestion des déchets – traitement des déchets

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis |
| Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet |
| Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; -la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; |
| Constats : La totalité des déchets inertes est ou sera valorisée dans le cadre du réaménagement de la carrière. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 8 : Plan de gestion des déchets – mesures de prévention

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis |
| Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet |
| Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; |
| Constats : La totalité des déchets d'extraction est inerte. Ils sont stockés sous forme de versos ou de merlons. L'exploitation en dent creuse permet de ne pas impacter le paysage. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 9 : Plan de gestion des déchets – surveillance

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis |
| Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet |
| Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; |
| Constats : Il n'y a pas de procédure de contrôle et de surveillance dans le PGD. L'exploitant doit mettre à jour son plan de gestion des déchets d'extraction en y incluant les procédures de contrôle et de surveillance. Ces procédures devront être mises en œuvre dans les plus brefs délais. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 10 : Plan de gestion des déchets – remise en état

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis |
| Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet |
| Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ; |
| Constats : La carrière est exploitée dans le cadre d'un projet avec le groupement forestier qui est le propriétaire foncier des terrains. Les déchets inertes sont donc valorisés par la constitution de sols forestiers destinés à être plantés à court terme. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article Art 6 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Registre et suivi |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques.</p> <p>Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication :</p> <ul style="list-style-type: none"> - si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ; - si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ; - l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage. <p>Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour tous les équipements : - la preuve de dépôt de la déclaration de mise en service pour les équipements qui y sont ou y ont été soumis ; - un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ; - les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ; - en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ; - pour les tuyauteries soumises à inspection périodique, le programme de contrôle prévu au III de l'article 15 lorsqu'il est requis ; <p>II. - Ce dossier d'exploitation est transmis au nouvel exploitant lors d'un changement de site ou de propriétaire.</p> <p>III. - L'exploitant tient à jour une liste des réceptifs fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p> <p>Constats : La liste des équipements sous pression est établie. Elle comporte 4 équipements et indique que ces 4 équipements doivent effectuer leur inspection périodique en date du 30/10/2022.</p> <p>Seulement, l'inspection de trois d'entre eux a été commandée à l'Apave.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de passer la commande pour l'inspection du quatrième équipement, ou à défaut, de mettre cet équipement au chômage à partir du 30/10/2022 jusqu'à la mise en conformité de celui-ci.</p> |

L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir les dossiers d'exploitation complets des équipements.

Il est demandé à l'exploitant de constituer les dossiers complets pour tous ses équipements sous pression.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article Art 2.3.2

Thème(s) : Autre

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet

Prescription contrôlée :

Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer :

- des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation,
- des bornes de nivellement, le cas échéant.

Le procès-verbal de bornage est adressé sous un mois suivant sa réception par l'exploitant à la Direction Régionale l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne (Unité Territoriale de la Nièvre).

Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

À l'intérieur du périmètre ainsi déterminé, un piquetage indique la limite d'arrêt des travaux d'extraction (y compris celle des matériaux de découverte) qui doit se situer à au moins 10 mètres des limites des parcelles autorisées. Cette limite d'arrêt des travaux d'extraction est matérialisée sur le terrain, préalablement à la réalisation de la découverte dans un secteur donné, et conservée jusqu'au réaménagement de ce même secteur.

Constats : Le site a été reborné en 2022 suite au passage d'un géomètre. Certaines de ces bornes ont pu être observées lors de la visite sur le terrain.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Origine des approvisionnements en eau

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article Art 4.1.1 |
| Thème(s) : Autre |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :</p> <p>Origine de la ressource Prélèvement moyen annuel (m³)</p> <p>Réseau public 140</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations, le remplacement du matériel, pour limiter la consommation d'eau de l'établissement.</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Pour chaque dispositif, l'exploitant tient à jour un registre des prélèvements d'eau qu'il renseigne mensuellement.</p> |
| Constats : L'exploitant a montré son registre de suivi de la consommation en eau du site. Le seuil de 140 m ³ moyen annuel n'est pas dépassé. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 14 : Suivi annuel d'exploitation - plan

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article Art 8.4.1 |
| Thème(s) : Autre |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être établi chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage, - la bande de protection des 10 m, - les bords de la fouille, - les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état, - l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes, - les éventuels cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière, - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, - le positionnement et les hauteurs des fronts, - les zones de stockages de déchets inertes et terres non polluées provenant de l'activité. <p>Les surfaces S1, S2 et S3 (cf. chapitre 1.6) des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités.</p> <p>Un rapport annuel d'exploitation présentant les quantités extraites, les volumes d'eau prélevés, la synthèse des contrôles périodiques effectués dans l'année (bruit, poussières, eau..), les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation est annexé au plan sus-nommé.</p> <p>Ce plan et ses annexes sont transmis chaque année avant le 1^{er} février à l'inspection des installations classées.</p> <p>Un exemplaire de ce plan est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Ce plan doit être réalisé, sur demande de l'inspection des installations classées, par un géomètre expert, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.</p> |
| <p>Constats : Le plan topographique d'août 2021 comporte bien tous les éléments imposés par l'arrêté préfectoral et est en cohérence avec le terrain.</p> <p>Le plan a été mis à jour en juillet 2022 mais l'exploitant ne disposait pas de la version papier au moment de l'inspection. L'exploitant est tenu de le transmettre à l'inspection.</p> |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |